Article 31 du Règlement

c'est seulement dans de rares circonstances qu'il ira ailleurs, plus précisément lorsque c'est préférable dans son propre intérêt ou pour la sécurité d'autres personnes. C'est, à mon avis, un principe très valable.

Malheureusement, à bien des endroits au Canada, les adolescents, particulièrement ceux pour qui on attend une décision relativement à leur renvoi au tribunal pour adultes, sont détenus dans des établissements pour adultes. On fait souvent cela en supposant que le tribunal décidera que l'adolescent doit être renvoyé au tribunal pour adultes. Ayant présenté une demande de renvoi au tribunal pour adultes, on juge bon de placer l'adolescent sous garde dans un établissement pour adultes.

L'amendement dit clairement que cela n'est pas possible.

Dans les autres dispositions de l'amendement, on essaie d'établir les circonstances dans lesquelles un juge déterminera, une fois le procès terminé, à quel endroit l'adolescent devra purger sa peine. On précise que cela peut être dans un lieu de garde pour adolescents, dans une installation correctionnelle provinciale pour adultes ou dans un pénitencier fédéral.

Je voudrais faire une remarque au sujet de l'alinéa 2 g), qui dit que le tribunal devrait prendre en compte l'existence de moyens de traitement satisfaisants.

Le gouvernement a lamentablement échoué à ce chapitre, car c'est là que le manque de ressources est le plus criant. Nous n'avons pas suffisamment de ressources pour les jeunes. Nous n'en avons pas pour donner les traitements nécessaires aux contrevenants adultes et pour assurer leur réinsertion sociale. Faute de ressources, nous essayons toujours d'augmenter la durée d'incarcération des jeunes contrevenants au lieu de leur donner les traitements, les programmes d'éducation et les autres ressources nécessaires.

Même si son projet de loi est très louable, je crains que le gouvernement n'ait pas prévu les ressources qui permettent vraiment aux juges d'envisager des solutions de rechange et des traitements pour rendre une décision dans l'intérêt de l'enfant et dans celui de la société.

Ayant réalisé l'heure qu'il est, je vais conclure sur ces paroles.

Le président suppléant (M. Paproski): Avant de déclarer qu'il est 13 heures, dois-je mettre aux voix les motions n^{os} 4A et 7?

Une voix: Monsieur le Président, je voudrais dire quelques mots au sujet de la motion n^o 4A.

Le président suppléant (M. Paproski): Je vais donc déclarer qu'il est 13 heures.

(La séance est levée à 13 heures.)

REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 14 heures.

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Traduction]

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DE L'OUÏE

M. Mac Harb (Ottawa-Centre): Monsieur le Président, dans une lettre qu'elle m'a fait parvenir aujourd'hui, au nom de 1,6 million de Canadiens qui ont un handicap visuel ou auditif, la Société canadienne de l'ouïe soulève certaines questions. Ainsi, d'après un rapport récent de la Commission canadienne des droits de la personne, les appareils de télécommunications pour malentendants des ministères fédéraux seraient inadéquats.

La Société donne l'exemple de l'aéroport d'Ottawa, qui se targue d'avoir un appareil de télécommunications pour malentendants et de se conformer ainsi à la politique de Transports Canada. Cependant, personne n'a jamais vu cet appareil et n'a jamais pu l'utiliser. Aux deux kiosques d'information, on nous répond qu'il n'y en a pas.

Le ministre des Finances a promis de consentir, en 1992, de nouvelles déductions fiscales aux propriétaires qui apporteront à leurs immeubles des améliorations à l'intention des personnes sourdes et malentendantes. En 1991, seuls les avertisseurs d'incendie clignotants étaient déductibles. Quels nouveaux éléments s'ajouteront à la liste en 1992?

Toujours à titre d'exemple, mentionnons que le Conseil du Trésor n'a pas de programme pour encourager les fonctionnaires à suivre une formation en langage gestuel (ASL). C'est nécessaire, car les personnes sourdes se heurtent surtout à des problèmes d'attitude et de communication quand vient le moment de trouver de l'emploi dans la fonction publique fédérale. Il faudrait adopter une politique à ce sujet le plus tôt possible.

Enfin, la Société demande combien de Canadiens sourds et malentendants sont à l'emploi du gouvernement fédéral et dans quelles catégories d'emploi: employés de bureau, professionnels ou gestionnaires. Comment cela se compare-t-il à l'ensemble de la population? La Société exhorte le gouvernement à prendre des mesures à ce sujet.